A°. 1913.  N°. 26.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

bepalende de afkondiging van het op 5 Juli 1912 te Londen *gesloten internationaal radiotelegraafverdrag, met daarbij behoorend slotprotocol.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Herlezen de missive van den Minister van Koloniën van 8 April 1913, Afd. A4, N°. 12/118, waaruit blijkt dat het op 5 Juli 1912 te *Londen* gesloten internationaal radiotelegraafverdrag met daarbij behoorend slotprotocol door de Koningin is bekrachtigd en dat de nederlegging der Nederlandsche akte van bekrachtiging den 20sten Maart 1913 te *Londen* heeft plaats gehad;

BESLUIT:

Te bepalen, dat genoemd radiotelegraafverdrag met daarbij behoorend slotprotocol zal worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met den daaraangehechten afdruk van het verdrag en slotprotocol, zoomede van de vertaling daarvan, in het Publicatie-blad.

Gegeven te Willemstad, den 15n. Mei 1913.

NUYENS.

De Gouvernements-Secretaris,
J. F. HAAIJEN.

Uitgegeven den 19n. Mei 1913.
De Gouvernements-Secretaris,
J. F. HAAIJEN.

CONVENTION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE

conclue entre l'Allemagne et les Protectorats Allemands, les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Bosnie-Herzégovine, la Belgique, le Congo Belge, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Egypte, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France et l'Algérie, l'Afrique occidentale Française, l'Afrique équatoriale Française, l'Indo-Chine, le Madagascar, la Tunisie, la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats Britanniques, l'Union de l'Afrique du Sud, la Fédération Australienne, le Canada, les Indes Britanniques, la Nouvelle Zélande, la Grèce, l'Italie et les Colonies Italiennes, le Japon et Chosen, Formose, Sakhalin Japonais et le Territoire loué de Kwantoung, le Maroc, le Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, les Indes Néerlandaises et la Colonie de Curaçao, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie et les Possessions et Protectorats Russes, la République de Saint-Marin, le Siam, la Suède, la Turquie et l'Uruguay.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Londres, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations radiotélégraphiques (stations côtières et stations de bord) qui sont établies ou exploitées par les Parties contractantes et ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer.

Elles s'engagent, en outre, à imposer l'observation de ces dispositions aux exploitations privées autorisées, soit à établir ou à exploiter des stations côtières radiotélégraphiques ouvertes au service de la correspondance publique entre la terre et les navires en mer, soit à établir ou à exploiter des stations radiotélégraphiques ouvertes ou non au service de la correspondance publique à bord des navires qui portent leur pavillon.

Article 2.

Est appelée station côtière toute station radiotélégraphique établie sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure et utilisée pour l'échange de la correspondance avec les navires en mer.

Toute station radiotélégraphique établie sur un navire autre qu'un bateau fixe est appelée station de bord.

Article 3.

Les stations côtières et les stations de bord sont tenues d'échanger réciproquement les radiotélégrammes sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Chaque station de bord est tenue d'échanger les radiotélégrammes avec toute autre station de bord sans distinction du système radiotélégraphique adopté par ces stations.

Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du présent article n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radiotélégraphique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

Article 4.

Nonobstant les dispositions de l'article 3, une station peut être affectée à un service de correspondance publique restreinte déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire relier les stations côtières au réseau télégraphique par des fils spéciaux ou, tout au moins, à prendre d'autres mesures

assurant un échange rapide entre stations côtières et le réseau télégraphique.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes se donnent mutuellement connaissance des noms des stations côtières et des stations de bord visées à l'article 1er, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radiotélégraphiques qui seront specifiées dans le Règlement.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que dans les stations visées à l'article 1er, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées conformément à l'article 6, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radiotélégraphique spéciale sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

Article 8.

L'exploitation des stations radiotélégraphiques est organisée, autant que possible, de manière à ne pas troubler le service d'autres stations de l'espèce.

Article 9.

Les stations radiotélégraphiques sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

Article 10.

La taxe d'un radiotélégramme comprend, selon le cas:

1º (*a*) la ,,taxe côtière'' qui appartient à la station côtière,

(*b*) la ,,taxe de bord'' qui appartient à la station de bord;

2º la taxe pour la transmission sur les lignes télégraphiques, calculée d'aprés les règles ordinaires;

3º les taxes de transit des stations côtières ou de bord

intermédiaires et les taxes afférentes aux services spéciaux demandés par l'expéditeur.

Le taux de la taxe côtière est soumis à l'approbation du Gouvernement dont dépend la station côtière; celui de la taxe de bord, à l'approbation du Gouvernement dont dépend le navire.

Article 11.

Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un Règlement qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention.

Les prescriptions de la présente Convention et du Règlement y relatif peuvent être à toute époque modifiées d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes. Des conférences de plénipotentiaires ayant le pouvoir de modifier la Convention et le Règlement auront lieu périodiquement; chaque conférence fixera elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

Article 12.

Ces conférences sont composées de délégués des Gouvernements des Pays contractants.

Dans les délibérations, chaque Pays dispose d'une seule voix.

Si un Gouvernement adhère à la Convention pour ses colonies, possessions ou protectorats, les conférences ultérieures peuvent décider que l'ensemble ou une partie de ces colonies, possessions ou protectorats est considéré comme formant un pays pour l'application de l'alinéa précédent. Toutefois le nombre des voix dont dispose un Gouvernement, y compris ses colonies, possessions ou protectorats, ne peut dépasser six.

Sont considérés comme formant un seul pays pour l'application du présent article:

l'Afrique orientale allemande;

l'Afrique allemande du Sud-Ouest;

le Caméroun;

le Togo;

les Protectorats allemands du Pacifique;

l'Alaska;

Hawaii et les autres possessions américaines de la Polynésie;

les Iles Philippines;

Porto-Rico et les possessions américaines dans les Antilles;

la Zone du Canal de Panama;

le Congo Belge;

la Colonie espagnole du Golfe de Guinée;

l'Afrique occidentale française;

l'Afrique équatoriale française;

l'Indo-Chine;

Madagascar;

la Tunisie;

l'Union de l'Afrique du Sud;

la Fédération australienne;

le Canada;

les Indes britanniques;

la Nouvelle-Zélande;

l'Erythrée;

la Somalie italienne;

Chosen, Formose, le Sakhalin japonais et le territoire loué de Kwantoung;

les Indes néerlandaises;

la Colonie de Curaçao;

l'Afrique occidentale portugaise;

l'Afrique orientale portugaise et les possessions portugaises asiatiques;

l'Asie centrale russe (littoral de la Mer Caspienne);

Boukhara;

Khiva;

la Sibérie occidentale (littoral de l'Océan glacial);

la Sibérie orientale (littoral de l'Océan Pacifique).

Article 13.

Le Bureau international de l'Union télégraphique est

chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la radiotélégraphie, d'instruire les demandes de modification à la Convention et au Règlement, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt de la radiotélégraphie internationale.

Les frais de cette institution sont supportés par tous les Pays contractants.

Article 14.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles elle admet les radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station, soit de bord, soit côtière, qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

Si un radiotélégramme est admis, les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

Il est donné cours à tout radiotélégramme provenant d'une station de bord et reçu par une station côtière d'un Pays contractant ou accepté en transit par l'Administration d'un Pays contractant.

Il est également donné cours à tout radiotélégramme à destination d'un navire, si l'Administration d'un Pays contractant en a accepté le dépôt ou si l'Administration d'un Pays contractant l'a accepté en transit d'un Pays non contractant, sous réserve du droit de la station côtière de refuser la transmission à une station de bord relevant d'un Pays non contractant.

Article 15.

Les dispositions des articles 8 et 9 de cette Convention sont également applicables aux installations radiotélégraphiques autres que celles visées à l'article 1er.

Article 16.

Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière Conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un Pays ayant des colonies, possessions ou protectorats ne comporte pas l'adhésion de ses colonies, possessions ou protectorats, à moins d'une déclaration à cet effet de la part de ce Gouvernement. L'ensemble de ces colonies, possessions et protectorats ou chacun d'eux séparément peut faire l'object d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues au présent article et à l'article 22.

Article 17.

Les dispositions des articles 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 et 17 de la Convention télégraphique internationale de St.-Pétersbourg du 10/22 juillet 1875 sont applicables à la radiotélégraphie internationale.

Article 18.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs Gouvernements contractants relativement à l'interprétation ou à l'exécution, soit de la présente Convention, soit du Règlement prévu par l'article 11, la question en litige peut, d'un commun accord, être soumise à un jugement arbitral. Dans ce cas, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre non intéressé dans la question.

La décision des arbitres est prise à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le litige A défaut d'une entente concernant ce choix, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau international prévu à l'article 13.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Pays relativement à l'objet de la présente Convention.

Article 21.

Les Hautes Parties contractantes conservent leur entière liberté relativement aux installations radiotélégrafiques non prévues à l'article 1er et, notamment, aux installations navales et militaires ainsi qu'aux stations assurant des communications entre points fixes. Toutes ses installations et stations restent soumises uniquement aux obligations prévues aux articles 8 et 9 de la présente Convention.

Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique maritime, elles se conforment, pour l'exécution de ce service, aux prescriptions du Règlement en ce qui concerne le mode de transmission et la comptabilité.

Si, d'autre part, des stations côtières assurent, en même temps que la correspondance publique avec les navires en mer des communications entre point fixes, elles ne sont pas soumises, pour l'exécution de ce dernier service, aux dispositions de la Convention, sous réserve de l'observation des articles 8 et 9 de cette Convention.

Cependant les stations fixes qui font de la correspondance entre terre et terre ne doivent pas refuser l'échange de radiotélégrammes avec une autre station fixe à cause du système adopté par cette station; toutefois la liberté de chaque Pays reste entière en ce qui concerne l'organisation du service de la correspondance entre points fixes et la détermination des correspondances à faire par les stations affectées à ce service.

Article 22.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1er juillet 1913, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'espiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle à été faite. Pour les autres Parties contractantes, la Convention reste en vigueur.

Article 23.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Londres dans le plus bref délai possible.

Dans le cas où une ou plusieurs des Hautes Parties contractantes ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les Parties qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 5 juillet 1912.

Pour l'Allemagne et les Protectorats allemands :

B. Koehler.
O. Wachenfeld.
Dr. Karl Strecker.
Schrader.
Goetsch.
Dr. Emil Krauss.
Fielitz.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique :

John R. Edwards.
Jno. Q. Walton.
Willis L. Moore.
Louis W. Austin.
George Owen Squier.
Edgar Russel.
C. McK. Saltzman.
David Wooster Todd.
John Hays Hammond, Jr.
Webster.
W. D. Terrell.
John I. Waterbury.

Pour la République Argentine :

Vicente J. Dominguez.

Pour l'Autriche :

Dr. Fritz Ritter Wagner von Jauregg.
Dr. Rudolf Ritter Speil v. Ostheim.

Pour la Hongrie :

Charles Follért.
Dr. de Hennyey.

Pour la Bosnie–Herzégovine:

H. Goiginger, G. M.
Adolf Daninger.
A. Cicoli.
Romeo Vio.

Pour la Belgique:

J. Banneux.
Deldime.

Pour le Congo belge:

Robert B. Goldschmidt.

Pour le Brésil:

Dr. Francisco Bhering.

Pour la Bulgarie:

Iv. Stoyanovitch.

Pour le Chili:

C. E. Rickard.

Pour le Danemark:

N. Meyer.
J. A. Vöhtz.
R. N. A. Faber.
T. F. Krarup.

Pour l'Egypte:

J. S. Liddell.

Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles:

Jacobo Garcia Roure.
Juan de Carranza y Garrido.
Jacinto Labrador.
Antonio Nieto.
Tomás Fernandez Quintana.
Jaime Janer Robinson.

Pour la France et l'Algérie:

A. Frouin.

Pour l'Afrique occidentale française:

A. Duchêne.

Pour l'Afrique équatoriale française·

A. Duchêne.

Pour l'Indo-Chine:

A. Duchêne.

Pour Madagascar:

A. Duchêne.

Pour la Tunisie:

Et. de Felcourt.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats britanniques:

H. Babington Smith.
E. W. Farnall.
E. Charlton.
G. M. W. Macdonogh.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

Richard Solomon.

Pour la Fédération australienne:

Charles Bright.

Pour le Canada:

G. J. Desbarats.

Pour les Indes britanniques:

H. A. Kirk.
F. E. Dempster.

Pour la Nouvelle-Zélande:

C. Wray Palliser.

Pour la Grèce:

C. Dosios.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes:

Prof. A. Battelli.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin japonais et le territoire loué de Kwantoung:

Tetsujiro Sakano.
Kenji Ide.
Riuji Nakayama.
Seiichi Kurose.

Pour le Maroc:

Mohammed el Kabadj.
U. Asensio.

Pour Monaco:

Fr. Roussel.

Pour la Norvège:

Heftye.
K. A. Knudssön.

Pour les Pays-Bas:

G. J. C. A. Pop.
J. P. Guépin.

Pour les Indes néerlandaises et la Colonie de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ABDUL GHAFFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies portugaises:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats russes:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:

ARTURO SERENA.

Pour le Siam:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:

RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pour l'Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention arrêtée par la Conférence radiotélégraphique internationale de Londres, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

I.

La nature exacte de l'adhésion notifiée de la part de la Bosnie-Herzégovine n'étant pas encore déterminée, il est reconnu qu'une voix est attribuée à la Bosnie-Herzégovine, une décision devant intervenir ultérieurement sur le point de savoir si cette voix lui appartient en vertu du second paragraphe de l'article 12 de la Convention, ou si cette voix lui est accordée conformément aux dispositions du troisième paragraphe de cet article.

II.

Il est pris acte de la déclaration suivante :

La Délégation des Etats-Unis déclare que son Gouvernement se trouve dans la nécessité de s'abstenir de toute action concernant les tarifs, parce que la transmission des radiotélégrammes ainsi que celle des télégrammes dans les Etats-Unis est exploitée, soit entièrement, soit en partie, par des Compagnies commerciales ou particulières.

III.

Il est également pris acte de la déclaration suivante :

Le Gouvernement du Canada se réserve la faculté de fixer séparément, pour chacune de ses stations côtières, une taxe maritime totale pour les radiotélégrammes originaires de l'Amerique du Nord et destinés à un navire quelconque, la

taxe côtière s'élevant aux trois cinquièmes et la taxe de bord aux deux cinquièmes de cette taxe totale.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont dressé le présent Protocole final qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement britannique et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Londres, le 5 juillet 1912.

Pour l'Allemagne et les Protectorats allemands :

B. Koehler.
O. Wachenfeld.
Dr. Karl Strecker.
Schrader.
Goetsch.
Dr. Emil Krauss.
Fielitz.

Pour les Etats-Unis d'Amérique et les Possessions des Etats-Unis d'Amérique :

John R. Edwards.
Jno. Q. Walton.
Willis L. Moore.
Louis W. Austin.
George Owen Squier.
Edgar Russel.
C. McK. Saltzman.
David Wooster Todd.
John Hays Hammond, Jr.
Webster.
W. D. Terrell.
John I. Waterbury.

Pour la République Argentine :

Vicente J. Dominguez.

Pour l'Autriche :

DR. FRITZ RITTER WAGNER VON JAUREGG.
DR. RUDOLF RITTER SPEIL V. OSTHEIM.

Pour la Hongrie :

CHARLES FOLLÉRT.
Dr. DE HENNYEY.

Pour la Bosnie-Herzégovine:

H. GOIGINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Pour la Belgique:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Pour le Congo belge:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Pour le Brésil:

DR. FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie:

IV. STOYANOVITCH.

Pour le Chili:

C. E. RICKARD.

Pour le Danemark:

N. MEYER.
J. A. VÖHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Pour l'Egypte:

J. S. LIDDELL.

Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMÁS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Pour la France et l'Algérie:

A. FROUIN.

Pour l'Afrique occidentale française:

A. DUCHÊNE.

Pour l'Afrique équatoriale française:

A. DUCHÊNE.

Pour l'Indo-Chine:

A. DUCHÊNE.

Pour Madagascar:

A. DUCHÊNE.

Pour la Tunisie:

ET. DE FELCOURT.

Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies et Protectorats britanniques:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

RICHARD SOLOMON.

Pour la Fédération australienne:

CHARLES BRIGHT.

Pour le Canada:

G. J. Desbarats.

Pour les Indes britanniques:

H. A. Kirk.
F. E. Dempster.

Pour la Nouvelle-Zélande.

C. Wray Palliser.

Pour la Grèce:

C. Dosios.

Pour l'Italie et les Colonies italiennes:

Prof. A. Battelli.

Pour le Japon et pour Chosen, Formose, Sakhalin japonais et le territoire loué de Kwantoung:

Tetsujiro Sakano.
Kenji Ide.
Riuji Nakayama.
Seiichi Kurose.

Pour le Maroc:

Mohammed el Kabadj.
U. Asensio.

Pour Monaco:

Fr. Roussel.

Pour la Norvège:

Heftye.
K. A. Knudssön.

Pour les Pays-Bas:

G. J. C. A. Pop.
J. P. Guépin.

Pour les Indes néerlandaises et la Colonie de Curaçao:

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Pour la Perse:

MIRZA ABDUL GHAFFAR KHAN.

Pour le Portugal et les Colonies portugaises:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Pour la Roumanie:

C. BOERESCU.

Pour la Russie et les Possessions et Protectorats russes:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Pour la République de Saint-Marin:

ARTURO SERENA.

Pour le Siam:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Pour la Suède:

RYDIN.
HAMILTON.

Pour la Turquie:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Pour l'Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

VERTALING.

INTERNATIONAAL RADIOTELEGRAAFVERDRAG.

gesloten tusschen Duitschland en de Duitsche protectoraten, de Vereenigde Staten van Amerika en de bezittingen van de Vereenigde Staten van Amerika, de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk, Hongarije, Bosnië-Herzogewina, België, Belgisch-Congo, Brazilië, Bulgarije, Chili, Denemarken, Egypte, Spanje en de Spaansche koloniën, Frankrijk en Algerië, Fransch West-Afrika, Fransch Equatoriaal-Afrika, Indo-China, Madagascar, Tunis, Groot-Britannië en verschillende Britsche koloniën en protectoraten, de Zuid-Afrikaansche Unie, de Australische Statenbond, Canada, Britsch-Indië, Nieuw Zeeland, Griekenland, Italië en de Italiaansche koloniën, Japan en Korea, Formosa, Japansch Sachalin en het pachtgebied Kwantoeng, Marokko, Monaco, Noorwegen, Nederland, Nederlandsch-Indië en de kolonie Curaçao, Perzië, Portugal en de Portugeesche koloniën, Rumenië, Rusland en de Russische bezittingen en protectoraten, de Republiek San Marino, Siam, Zweden, Turkije en Uruguay.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen der hiervoren genoemde landen, hebben zich te Londen in conferentie vereenigd en in gemeen overleg en onder voorbehoud van bekrachtiging het volgende verdrag vastgesteld:

Artikel 1.

De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich om de bepalingen van dit verdrag toe te passen op alle radiotelegrafische stations (kust- en scheepsstations) welke opge-

richt zijn of geëxploiteerd worden door de contracteerende Partijen en geopend zijn voor het openbaar verkeer tusschen den vasten wal en schepen in zee.

Zij verbinden zich bovendien, de naleving van deze bepalingen op te leggen aan de bijzondere ondernemingen, die gemachtigd zijn, hetzij tot het oprichten of exploiteeren van radiotelegrafische kuststations, geopend voor het openbaar verkeer tusschen den vasten wal en schepen in zee, hetzij tot het oprichten of exploiteeren van radiotelegrafische stations, al dan niet geopend voor het openbaar verkeer, aan boord van de schepen, die Hare vlag voeren.

Artikel 2.

Onder kuststation wordt verstaan elk radiotelegrafisch station, opgericht aan den vasten wal of aan boord van een schip, dat blijvend voor anker ligt en gebruikt wordt voor het verkeer met schepen in zee.

Elk radiotelegrafisch station, op elk ander niet vastliggend schip, wordt scheepsstation genoemd.

Artikel 3.

De kuststations en de scheepsstations zijn verplicht wederkeerig radiotelegrammen te wisselen, ongeacht het radiotelegrafisch systeem, dat door deze stations is aangenomen.

Elk scheepsstation is gehouden met elk ander scheepsstation radiotelegrammen te wisselen ongeacht het radiotelegrafisch systeem, dat door deze stations is aangenomen.

Ten einde echter de vorderingen der wetenschap niet te belemmeren, zijn de bepalingen van dit artikel geen beletsel om eventueel een radiotelegrafisch systeem te gebruiken, ongeschikt om in gemeenschap te treden met stations van andere systemen, op voorwaarde, dat de ongeschiktheid te wijten is aan den bijzonderen aard van het systeem en dat zij niet het gevolg zij van ééne gewijzigde inrichting, uitsluitend aangenomen om de onderlinge gemeenschap te beletten.

Artikel 4.

Afgezien van het bepaalde bij artikel 3, kan een station worden bestemd voor een beperkten openbaren dienst, welke

wordt aangegeven door het doel van het verkeer of door andere van het gebezigde systeem onafhankelijke omstandigheden.

Artikel 5.

Elk der Hooge contracteerende Partijen neemt de verplichting op zich de kuststations met het telegraafnet te doen verbinden door bijzondere draden of althans tot het nemen van andere maatregelen, welke een snel verkeer tusschen de kuststations en het telegraafnet verzekeren.

Artikel 6.

De Hooge contracteerende Partijen geven elkander wederkeerig kennis van de namen der kuststations en der scheepsstations, bedoeld in artikel 1, alsmede van alle aanwijzingen, welke kunnen dienen om het radiotelegrafisch verkeer te vergemakkelijken en te bespoedigen en welke in het Reglement zullen worden omschreven.

Artikel 7.

Elke der Hooge contracteerende Partijen behoudt zich de bevoegdheid voor om te bepalen of toe te laten, dat in de stations, bedoeld in artikel 1, onafhankelijk van de inrichting, waarvan de bijzonderheden, overeenkomstig artikel 6, zijn bekend gemaakt, andere inrichtingen worden gevestigd en geëxploiteerd, ten behoeve van eene bijzondere radiotelegrafische berichtenwisseling, zonder dat de bijzonderheden van deze inrichtingen worden bekend gemaakt.

Artikel 8.

De exploitatie van de radiotelegrafische stations wordt, zooveel mogelijk, zoodadig geregeld, dat de dienst van andere stations van dezelfde soort daardoor niet wordt belemmerd.

Artikel 9.

De radiotelegrafische stations zijn verplicht om met volstrekten voorrang noodseinen op te nemen, welke ook de herkomst daarvan zij, deze seinen te beantwoorden en er het noodige gevolg aan te geven.

Artikel 10.

De taks van een radiotelegram omvat naar omstandigheden:

1º (*a*) de „kusttaks”, toekomende aan het kuststation;
(*b*) de „scheepstaks”, toekomende aan het scheepsstation;

2º de taks voor het overbrengen langs de telegraaflijnen, berekend naar de gewone regelen;

3º de transittaksen van de overnemende kust- of scheepsstations en de taksen verschuldigd voor de bijzondere diensten, welke door den afzender worden verlangd.

Het bedrag van de kusttaks is onderworpen aan de goedkeuring van de Regeering, waaronder het kuststation behoort; dat van de scheepstaks aan de goedkeuring van de Regeering, waaronder het schip behoort.

Artikel 11.

De bepalingen van dit verdrag worden aangevuld door een reglement, dat dezelfde bindende kracht heeft en hetwelk te zelfder tijd in werking treedt als dit verdrag.
De bepalingen van dit verdrag en van het bijbehoorend reglement kunnen te allen tijde in gemeen overleg door de Hooge contracteerende Partijen worden gewijzigd. Conferenties van gevolmachtigden, die de bevoegdheid hebben het verdrag en het reglement te wijzigen, zullen op gezette tijden plaats hebben; de plaats en de tijd van elke volgende conferentie wordt door de voorafgaande bepaald.

Artikel 12.

Deze conferenties zijn samengesteld uit afgevaardigden van de Regeeringen der contracteerenden landen.
Bij de beraadslagingen beschikt elk land over één stem.
Indien eene Regeering voor zijne koloniën, bezittingen of protectoraten tot het verdrag toetreedt, kunnen de latere conferenties beslissen, of, voor de toepassing van de voorafgaande alinea, het geheel of een gedeelte van deze koloniën, bezittingen of protectoraten wordt beschouwd één

land te vormen. Evenwel kan het aantal stemmen, waarover eene Regeering, met inbegrip van hare koloniën, bezittingen of protectoraten beschikt, zes niet te boven gaan.

Voor de toepassing van dit artikel worden beschouwd één land te vormen:

Duitsch Oost-Afrika;

Duitsch Zuid-West-Afrika;

Kameroen;

Togo;

de Duitsche protectoraten in den Grooten of Stillen Oceaan;

Alaska;

Hawai en de andere Amerikaansche bezittingen van Polynesië;

de Philippijnen;

Porto-Rico en de Amerikaansche bezittingen van de Antillen;

de zône van het Kanaal van Panama;

Belgisch-Congo;

de Spaansche kolonie van de Golf van Guinea;

Fransch West-Afrika;

Fransch Equatoriaal-Afrika;

Indo-China;

Madagascar;

Tunis;

de Zuid-Afrikaansche Unie;

de Australische Statenbond;

Canada;

Britsch-Indië;

Nieuw-Zeeland;

Eritrea;

Italiaansch Somaliland;

Korea, Formosa, Japansch Sachalin en het pachtgebied Kwantoeng;

Nederlandsch-Indië ;

de kolonie Curaçao ;

Portugeesch West-Afrika;

Portugeesch Oost-Afrika en de Portugeesche Aziatische bezittingen;

Russisch Centraal-Azië (kustgebied van de Caspische Zee);

Boekhara;

Khiwa;

West-Siberië (kustgebied van de Noordelijke IJszee);

Oost-Siberië (kustgebied van den Grooten of Stillen Oceaan).

Artikel 13.

Het internationaal bureel van de telegraafunie is belast met het verzamelen, rangschikken en openbaar maken van opgaven en inlichtingen van elken aard, betreffende de radiotelegrafie, het onderzoek van de aanvragen om wijziging van het verdrag en van het reglement, het bekend maken van de aangenomen wijzigingen en in het algemeen met het verrichten van alle administratieve werkzaamheden, welke in het belang van de internationale radiotelegrafie aan dit bureel zullen worden opgedragen.

De kosten van deze instelling worden gedragen door alle contracteerende landen.

Artikel 14.

Elk van de Hooge contracteerende partijen behoudt zich de bevoegdheid voor de voorwaarden vast te stellen, waarop zij de radiotelegrammen toelaat, afkomstig van of bestemd voor een station, hetzij kust-, hetzij scheepsstation, hetwelk niet aan de bepalingen van dit verdrag is onderworpen.

Wanneer een radiotelegram is toegelaten, zijn de gewone taksen daarop van toepassing.

Elk radiotelegram, afkomstig van een scheepsstation en ontvangen door een kuststation van een contracteerend land of in transito aangenomen door de administratie van een contracteerend land, moet worden doorgezonden.

Eveneens geschiedt doorzending van elk voor een schip bestemd radiotelegram, indien de administratie van een contracteerend land het heeft aangenomen of indien de administratie van een contracteerend land het in transito van een niet-contracteerend land heeft aangenomen, onder voorbehoud dat het kuststation het recht zal hebben de overbrenging naar een tot een niet-contracteerend land behoorend scheepsstation te weigeren.

Artikel 15.

De bepalingen van de artikelen 8 en 9 van dit verdrag zijn gelijkelijk van toepassing op andere radiotelegrafische inrichtingen, dan die bedoeld in artikel 1.

Artikel 16.

De Regeeringen, die geen deel aan het tegenwoordig verdrag hebben genomen, kunnen op haar aanvraag daartoe toetreden.

Deze toetreding wordt langs diplomatieken weg aan de Regeering van het contracteerend land, waar de laatste conferentie is gehouden en door deze aan al de andere bekend gemaakt.

Die toetreding sluit in zich de aanneming van alle bepalingen en het genot van alle voordeelen bij het verdrag vastgesteld.

De toetreding tot het verdrag door de Regeering van een land, hetwelk koloniën, bezittingen of protectoraten heeft, sluit niet in zich toetreding van die koloniën, bezittingen of protectoraten, tenzij deze Regeering zich dienaangaande uitdrukkelijk verklaart. Voor de koloniën, bezittingen en protectoraten gezamenlijk of voor elk van deze afzonderlijk kan, op de voorwaarden, bedoeld in dit artikel en in artikel 22 toetreding of uittreding plaats vinden.

Artikel 17.

De bepalingen van de artikelen 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 11, 12 en 17 van het internationaal telegraafverdrag van St. Petersburg van 10/22 Juli 1875 zijn toepasselijk op de internationale radiotelegrafie.

Artikel 18.

Bij verschil van gevoelen tusschen twee of meer contracteerende Regeeringen omtrent de uitlegging of toepassing, hetzij van dit verdrag, hetzij van het reglement, bedoeld in artikel 11, kan het geschilpunt, bij gemeen overleg, aan eene scheidsrechterlijke uitspraak worden onderworpen. In dat geval kiest elk van de betrokken Regeeringen eene andere die bij het geschilpunt geen belanghebbende is.

De scheidsrechters beslissen bij volstrekte meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen, kiezen de scheidsrechters, ter oplossing van het geschil, eene andere contracteerende Regeering, die insgelijks bij deze zaak geen belang heeft. Indien omtrent deze keuze geen overeenstemming wordt verkregen, stelt iedere scheidsrechter eene niet belanghebbende contracteerende Regeering voor; tusschen de voorgestelde Regeeringen beslist het lot. De trekking geschiedt door de Regeering van het land, op welks grondgebied het internationaal bureel, bedoeld in artikel 13, gevestigd is.

Artikel 19.

De Hooge contracteerende Partijen verbinden zich die maatregelen te nemen of aan hare wetgevende lichamen voor te stellen, welke noodig zijn om de uitvoering van dit verdrag te verzekeren.

Artikel 20.

De Hooge contracteerende Partijen zullen elkander wederkeerig mededeeling doen van de wetten, die in hunne landen reeds zijn, of met betrekking tot dit verdrag, zullen worden uitgevaardigd.

Artikel 21.

De Hooge contracteerende Partijen behouden volle vrijheid met betrekking tot de radiotelegrafische inrichtingen, niet bedoeld in artikel 1, en in het bijzonder met betrekking tot de marine en militaire inrichtingen, alsook tot de stations, die gemeenschap tusschen vaste punten onderhouden. Al deze inrichtingen en stations blijven enkel

onderworpen aan de verplichtingen, bedoeld in de artikelen 8 en 9 van dit verdrag.

Wanneer deze inrichtingen en stations nochtans aan het openbaar zeeverkeer deelnemen, zijn zij, voor de uitvoering van dezen dienst, onderworpen aan de bepalingen van het reglement, voor zooveel betreft de wijze van overseining en de rekenplichtigheid.

Wanneer daarentegen kuststations, nevens den dienst voor het openbaar verkeer met schepen in zee, ook de gemeenschap tusschen vaste punten onderhouden, zijn deze voor de uitvoering van laatstbedoelden dienst niet onderworpen aan de bepalingen van het verdrag, behoudens toepassing van de artikelen 8 en 9 van dit verdrag.

Echter mogen de vaste stations, die de gemeenschap tusschen vaste punten onderhouden, berichtenwisseling met een ander vast station niet weigeren wegens het door dit station gebezigde systeem, blijvende nochtans de vrijheid van ieder land onaangetast voor wat betreft de organisatie van den radiotelegrafischen dienst tusschen vaste punten en de bepaling van den aard der correspondenties, welke door de stations voor dien dienst zullen worden gewisseld.

Artikel 22.

Dit verdrag treedt in werking op 1 Juli 1913 en blijft van kracht voor onbepaalden tijd en tot één jaar na den dag waarop het zal zijn opgezegd.

De opzegging heeft alleen gevolg voor de Regeering, in welker naam zij is geschied. Voor de overige contracteerende Partijen blijft het verdrag van kracht.

Artikel 23.

Dit verdrag zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen binnen het kortst mogelijk tijdsverloop te Londen worden neergelegd.

Ingeval een of meerdere der Hooge contracteerende Partijen het verdrag niet zouden bekrachtigen, zal dit niet minder geldend zijn voor de partijen, die het wel hebben bekrachtigd.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden het verdrag hebben geteekend in een enkel exemplaar, hetwelk

bewaard zal blijven in de archieven van de Britsche Regeering en waarvan een afschrift aan elke Partij zal worden toegezonden.

Gedaan te Londen, den 5den Juli 1912.

Voor Duitschland en de Duitsche protectoraten:

B. Koehler.
O. Wachenfeld.
Dr. Karl Strecker.
Schrader.
Goetsch.
Dr. Emil Krauss.
Fielitz.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika en de bezittingen van de Vereenigde Staten van Amerika:

John R. Edwards.
Jno. Q. Walton.
Willis L. Moore.
Louis W. Austin.
George Owen Squier.
Edgar Russel.
C. McK. Saltzman.
David Wooster Todd.
John Hays Hammond, Jr.
Webster.
W. D. Terrell.
John I. Waterbury.

Voor de Argentijnsche Republiek:

Vicente J. Dominguez.

Voor Oostenrijk:

Dr. Fritz Ritter Wagner von Jauregg.
Dr. Rudolf Ritter Speil v. Ostheim.

Voor Hongarije:

Charles Follért.
Dr. de Hennyey.

Voor Bosnië–Herzegowina:

H. Goiginger, G. M.
Adolf Daninger.
A. Cicoli.
Romeo Vio.

Voor België:

J. Banneux.
Deldime.

Voor Belgisch-Congo:

Robert B. Goldschmidt.

Voor Brazilië:

Dr. Francisco Bhering.

Voor Bulgarije:

Iv. Stoyanovitch.

Voor Chili:

C. E. Rickard.

Voor Denemarken:

N. Meyer.
J. A. Vöhtz.
R. N. A. Faber.
T. F. Krarup.

Voor Egypte:

J. S. Liddell.

Voor Spanje en de Spaansche koloniën:

Jacobo Garcia Roure.
Juan de Carranza y Garrido.
Jacinto Labrador.
Antonio Nieto.
Tomás Fernandez Quintana.
Jaime Janer Robinson.

Voor Frankrijk en Algerië:

A. Frouin.

Voor Fransch West-Afrika:

A. Duchêne.

Voor Fransch Equatoriaal-Afrika:

A. Duchêne.

Voor Indo-China :

A. Duchêne.

Voor Madagascar:

A. Duchêne.

Voor Tunis:

Et. de Felcourt.

Voor Groot-Britannië en verschillende Britsche koloniën en protectoraten:

H. Babington Smith.
E. W. Farnall.
E. Charlton.
G. M. W. Macdonogh.

Voor de Zuid-Afrikaansche Unie:

Richard Solomon.

Voor den Australischen Statenbond:

Charles Bright.

Voor Canada:

G. J. Desbarats.

Voor Britsch-Indië:

H. A. Kirk.
F. E. Dempster.

Voor Nieuw-Zeeland:

C. Wray Palliser.

Voor Griekenland:

C. Dosios.

Voor Italië en de Italiaansche koloniën:

Prof. A. Battelli.

Voor Japan en voor Korea, Formosa, Japansch Sachalin en het prachtgebied Kwantoeng:

Tetsujiro Sakano.
Kenji Ide.
Riuji Nakayama.
Seiichi Kurose.

Voor Marokko:

Mohammed el Kabadj.
U. Asensio.

Voor Monaco:

Fr. Roussel.

Voor Noorwegen:

Heftye.
K. A. Knudssön.

Voor Nederland:

G. J. C. A. Pop.
J. P. Guépin.

Voor Nederlandsch-Indië en de kolonie Curaçao:

Perk.
F. van der Goot.

Voor Perzië:

Mirza Abdul Ghaffar Khan.

Voor Portugal en de Portugeesche koloniën:

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Voor Rumenië:

C. BOERESCU.

Voor Rusland en de Russische bezittingen en protectoraten:

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Voor de Republiek San Marino:

ARTURO SERENA.

Voor Siam:

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Voor Zweden:

RYDIN.
HAMILTON.

Voor Turkije:

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Voor Uruguay:

FED. R. VIDIELLA.

SLOTPROTOCOL.

Bij het overgaan tot de onderteekening van het verdrag, vastgesteld door de internationale conferentie voor radiotelegrafie te Londen, zijn de ondergeteekende gevolmachtigden overeengekomen omtrent hetgeen volgt:

I.

Aangezien de juiste aard van de toetreding namens Bosnië-Herzegowina bekend gemaakt, nog niet is vastgesteld, wordt goedgevonden dat aan Bosnië-Herzegowina een stem wordt toegekend, terwijl later zal worden beslist omtrent de vraag, of deze stem aan dit land toekomt krachtens de tweede alinea van art. 12 van het verdrag, dan wel of deze stem aan dit land wordt toegekend overeenkomstig de bepalingen van de derde alinea van dat artikel.

II.

Er wordt acte genomen van de volgende verklaring:

De delegatie van de Vereenigde Staten verklaart, dat hare Regeering in de noodzakelijkheid verkeert zich te onthouden van elke regeling in zake de tarieven, vermits in de Vereenigde Staten de overbrenging van radiotelegrammen, evenals die van telegrammen, geheel of gedeeltelijk in exploitatie is bij handels- of bijzondere maatschappijen.

III.

Er wordt eveneens acte genomen van de volgende verklaring:

De Regeering van Canada behoudt zich de bevoegdheid voor om ten behoeve van elk harer kuststations afzonderlijk vast te stellen een totale zeetaks voor de radiotelegrammen afkomstig van Noord-Amerika en bestemd voor onverschillig welk schip, van welke totale taks de kusttaks het drievijfde en de scheepstaks het tweevijfde gedeelte bedraagt.

Ter oorkonde waarvan de respectieve gevolmachtigden dit slotprocol hebben opgemaakt, hetwelk dezelfde kracht en dezelfde geldigheid zal hebben als wanneer de bepalingen daarvan waren opgenomen in den tekst zelven van het verdrag, waarop het betrekking heeft en hebben zij het geteekend in een enkel exemplaar, hetwelk bewaard zal blijven in de archieven van de Britsche Regeering en waarvan een afschrift aan elke Partij zal worden toegezonden.

Gedaan te Londen, den 5den Juli 1912.

Voor Duitschland en de Duitsche protectoraten:

B. Koehler.
O. Wachenfeld.
Dr. Karl Strecker.
Schrader.
Goetsch.
Dr. Emil Krauss.
Fielitz.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika en de bezittingen van de Vereenigde Staten van Amerika:

John R. Edwards.
Jno. Q. Walton.
Willis L. Moore.
Louis W. Austin.
George Owen Squier.
Edgar Russel.
C. McK. Saltzman.
David Wooster Todd.
John Hays Hammond, Jr.
Webster.
W. D. Terrell.
John I. Waterbury.

Voor de Argentijnsche Republiek:

Vicente J. Dominguez.

Voor Oostenrijk:

Dr. Fritz Ritter Wagner von Jauregg.
Dr. Rudolf Ritter Speil v. Ostheim.

Voor Hongarije:

CHARLES FOLLÉRT.
Dr. DE HENNYEY.

Voor Bosnië-Herzegowina:

H. GOIGINGER, G. M.
ADOLF DANINGER.
A. CICOLI.
ROMEO VIO.

Voor België:

J. BANNEUX.
DELDIME.

Voor Belgisch-Congo:

ROBERT B. GOLDSCHMIDT.

Voor Brazilië:

Dr. FRANCISCO BHERING.

Voor Bulgarije:

IV. STOYANOVITCH.

Voor Chili:

C. E. RICKARD.

Voor Denemarken:

N. MEYER.
J. A. VÖHTZ.
R. N. A. FABER.
T. F. KRARUP.

Voor Egypte:

J. S. LIDDELL.

Voor Spanje en de Spaansche koloniën:

JACOBO GARCIA ROURE.
JUAN DE CARRANZA Y GARRIDO.
JACINTO LABRADOR.
ANTONIO NIETO.
TOMÁS FERNANDEZ QUINTANA.
JAIME JANER ROBINSON.

Voor Frankrijk en Algerië:

A. FROUIN.

Voor Fransch West-Afrika:

A. DUCHÊNE.

Voor Fransch Equatoriaal-Afrika:

A. DUCHÊNE.

Voor Indo-China :

A. DUCHÊNE.

Voor Madagascar:

A. DUCHÊNE.

Voor Tunis:

ET. DE FELCOURT.

Voor Groot-Britannië en verschillende Britsche koloniën en protectoraten:

H. BABINGTON SMITH.
E. W. FARNALL.
E. CHARLTON.
G. M. W. MACDONOGH.

Voor de Zuid-Afrikaansche Unie:

RICHARD SOLOMON.

Voor den Australischen Statenbond:

CHARLES BRIGHT.

Voor Canada:

G. J. DESBARATS.

Voor Britsch-Indië:

H. A. KIRK.
F. E. DEMPSTER.

Voor Nieuw-Zeeland :

C. WRAY PALLISER.

Voor Griekenland :

C. DOSIOS.

Voor Italië en de Italiaansche koloniën :

Prof. A. BATTELLI.

Voor Japan en voor Korea, Formosa, Japansch Sachalin en het prachtgebied Kwantoeng :

TETSUJIRO SAKANO.
KENJI IDE.
RIUJI NAKAYAMA.
SEIICHI KUROSE.

Voor Marokko :

MOHAMMED EL KABADJ.
U. ASENSIO.

Voor Monaco :

FR. ROUSSEL.

Voor Noorwegen :

HEFTYE.
K. A. KNUDSSÖN.

Voor Nederland :

G. J. C. A. POP.
J. P. GUÉPIN.

Voor Nederlandsch-Indië en de kolonie Curaçao :

PERK.
F. VAN DER GOOT.

Voor Perzië :

MIRZA ABDUL GHAFFAR KHAN.

Voor Portugal en de Portugeesche koloniën :

ANTONIO MARIA DA SILVA.

Voor Rumenië :

C. BOERESCU.

Voor Rusland en de Russische bezittingen en protectoraten :

N. DE ETTER.
P. OSSADTCHY.
A. EULER.
SERGUEIEVITCH.
V. DMITRIEFF.
D. SOKOLTSOW.
A. STCHASTNYI.
BARON A. WYNEKEN.

Voor de Republiek San Marino :

ARTURO SERENA.

Voor Siam :

LUANG SANPAKITCH PREECHA.
WM. J. ARCHER.

Voor Zweden :

RYDIN.
HAMILTON.

Voor Turkije :

M. EMIN.
M. FAHRY.
OSMAN SADI.

Voor Uruguay :

FED. R. VIDIELLA.